

TRANSPORT DU GAZ VERS L'ESPAGNE

Sonatrach se désengage

On affirme depuis quelques jours à Alger que l'opération de cession de 10% du capital de Medgaz au profit de Gas Natural Fenosa sera finalisée avant la fin de l'année en cours.

La société espagnole a obtenu l'approbation de tous les partenaires lors de la dernière réunion du conseil, tenue le 27 septembre. Cette information a d'ailleurs été confirmée hier par Gas Natural Fenosa, le deuxième opérateur énergétique espagnol.

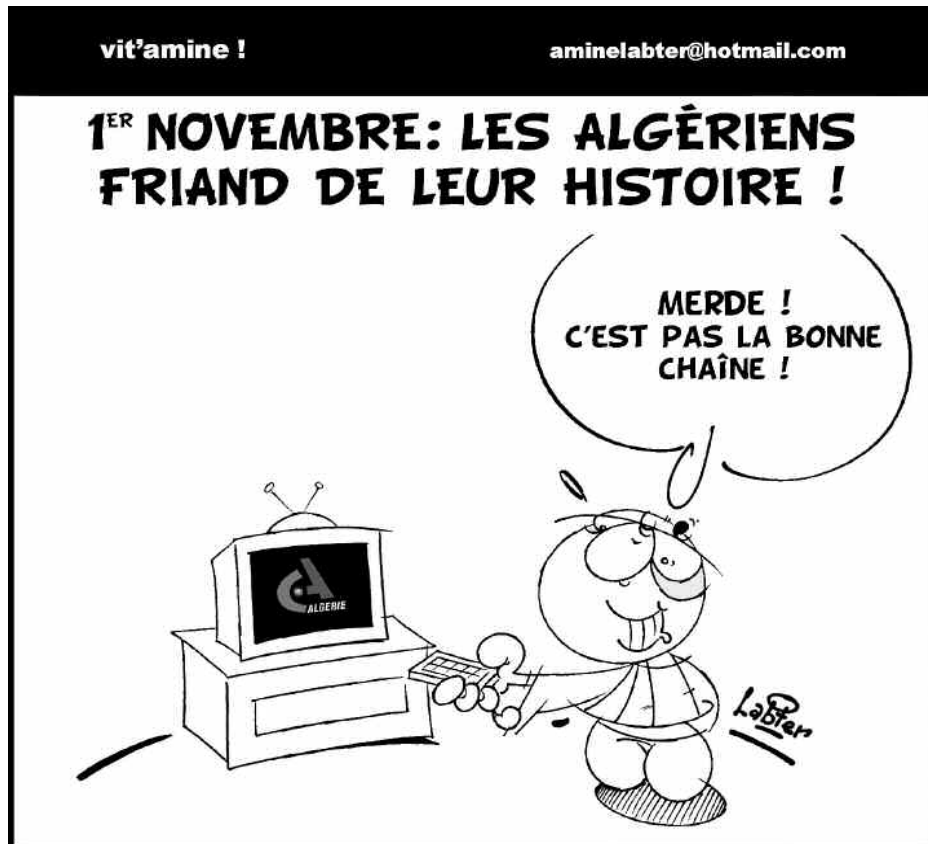
Le capital de Medgaz est détenu par Sonatrach (36%), Cepsa (20%), GDF Suez (12%), Endesa (12%) et enfin Iberdrola qui détient 20% des actions. En juin 2011, Sonatrach avait convenu avec Gas Natural Fenosa de la cession de 10% du capital Medgaz. La Sonatrach avait alors choisi, en octobre 2011, Citigroup pour procéder à l'évaluation du prix des actions qu'elle devait céder au partenaire espagnol. Aujourd'hui, le montant de la transaction demeure toujours inconnu, mais on évoque déjà une fourchette de 200 millions d'euros.

Le vieux rêve de Chakib Khelil

Par ailleurs, une source bien informée a démenti hier les informations circulant sur les places boursières autour de l'achat par l'Algérie de participations dans le capital de Repsol, la société pétrolière espagnole. En revanche, la même source a confirmé la cession prochaine, par Sonatrach, de 10% du capital détenu dans la société Medgaz qui gère le gazoduc reliant l'Algérie à l'Espagne.

Depuis trois jours, toutes les Bourses européennes étaient pratiquement à l'écoute des informations faisant état de l'achat de 20% du capital de Repsol par des investisseurs d'Algérie, de Qatar et d'Arabie saoudite. Un porte-parole du groupe a sciemment maintenu le suspense en refusant tout commentaire autour de ces informations. A la veille de la publication de ses bilans trimestriels, Repsol a vu ses actions en Bourse grimper de 2%.

Selon nos sources, c'est Repsol qui a proposé à Sonatrach une prise de participation dans l'entreprise, mais les hautes instances du pays maintiennent l'option d'interdire l'investissement dans



des actifs à l'étranger. En outre, la prise de participation dans le capital de Repsol est un vieux projet de Chakib Khelil qui a été maintes fois rejeté par les autorités du pays. De même que le projet de création de fonds souverain pour les investissements à l'étranger, tant défendu par un certain clan du système. Cette attitude des autorités est surtout motivée par la récession qui frappe de plein fouet les économies européennes et particulièrement l'Espagne. A ce sujet, on se réfère

encore à l'achat, en 2010, par Sonatrach de 3,85% du capital de Gas Natural Fenosa, une entreprise où Repsol détient une importante part sociale. Achetée à hauteur de 13,48 euros, l'action de la société vaut aujourd'hui deux euros de moins.

Autrement dit, une perte de l'ordre de 60 millions d'euros sur un montant de 514 millions qui constitue le prix d'acquisition de ces actions.

Mokhtar Benzaki

CRISE MALIENNE

Alger et Washington d'accord sur une approche globale

Que retenir, en définitive, de la toute récente visite de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton en Algérie ? Qui d'entre les deux parties algériennes et américaines serait parvenue à infléchir la position de l'autre sur le dossier malien ? Amar Belani, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, s'exprimant avec deux jours de retard sur l'événement, parle de la confirmation de la nécessité d'une approche globale.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Mieux vaut tard que jamais, mais aurait-il fallu encore que le porte-parole du ministère des Affaires étrangères consente l'effort de rappeler en quoi consiste cette approche globale.

«En ce qui concerne la situation au Sahel, et plus particulièrement au Mali, qui a fait l'objet de consultations approfondies, lundi, entre le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, il a été confirmé la nécessité d'une approche globale conformément à la Résolution 2071 du Conseil de sécurité», a affirmé, en effet, Amar Belani dans une déclaration mardi à l'APS, ajoutant que «cette résolution a fait, depuis, l'objet d'une démarche visant à dégager un concept stratégique basé, notamment, sur le dialogue et la solution politique en insistant d'ailleurs sur la centralité des Maliens à qui doit revenir l'organisation de ce dialogue».

Hillary Clinton, au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la



Hillary Clinton et le président Bouteflika.

République, avait indiqué que les discussions entre les deux parties sur la question malienne étaient approfondies.

Un propos diplomatique différemment décodé par les observateurs, tant est qu'il surfait sur l'essentiel, à savoir laquelle des deux options préconisées jusque-là pour sortir le Mali du marasme, la solution politique ou l'intervention militaire, a recueilli l'assentiment des deux

parties. A la lumière des précisions, tardives, du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, il apparaît que les deux options ne sont pas antinomiques, exclusives.

Autrement dit, l'intervention militaire, pour laquelle la communauté internationale se prépare, à travers l'engagement des troupes de la Cédéao, n'évacue pas la possibilité d'un dialogue préalable,

même si celui-ci a peu de chances d'aboutir.

La sortie médiatique du porte-parole du mouvement Ansar Dine, Sanda Ould Boumama, qui revendique des liens avec Aqmi, rend d'autant plus difficile ce dialogue, puisque la concertation à laquelle a appelé la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exclut les groupes terroristes et extrémistes et, donc, à plus forte raison lorsque ces derniers viendraient à se réclamer d'affinités avec Al Qaïda.

De plus, l'autre partie dans ce dialogue recherché, les autorités maliennes, en l'occurrence, ne montrent pas d'enthousiasme à se rendre disponibles pour une solution négociée. Bamako a déjà pris option pour la solution radicale, en sollicitant l'intervention des troupes de la Cédéao.

Ce qu'a d'ailleurs confirmé avant-hier le ministre malien de la Défense, le colonel Yamoussa Camara qui, à l'ouverture de la réunion à Bamako des experts des organisations régionales, continentales et internationales, a déclaré que «cette rencontre d'harmonisation doit permettre de déboucher sur des propositions concrètes pour l'adoption d'un concept stratégique pour libérer le nord de notre pays».

En rappelant devant la conférence de Bamako que la guerre est inévitable dans le nord du Mali, le ministre malien de la Défense donne un aperçu de ce qu'il entend par «concept stratégique», en somme la nature de la guerre à livrer.

S. A. I.

Photo : New Press.